

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR  
(HPD)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

**(mars 2011)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par l'Hôpital Principal de Dakar (HPD) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Hôpital Principal de Dakar (HPD) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## **1. Réserves**

- L'examen des offres relatives au marché sur la réhabilitation du nouveau Mess des Officiers attribué à SBCS pour 23 660 162 F CFA a permis d'identifier de nombreuses similitudes entre les offres des différentes entreprises ayant participé à la consultation (SEN DISTRIBUTION, SBCS, ESBTP, GEORGES SOUMAH, SENEGAL NEGOCE INTERNATIONAL) qui laissent présager soit une simulation de la part de l'autorité contractante, soit une collusion entre fournisseurs. Les mêmes entreprises qui ont participé à cette opération se retrouvent encore pour les marchés portant réhabilitation de la Clinique Brévié, les travaux de peinture de la Pharmacie attribués à SEN DISTRIBUTION pour des montants respectifs de 9 907 550 F CFA et 3 886 920 F CFA. Une autre caractéristique commune à toutes ces DRP est que le délai de dépôt des offres est toujours anormalement court (4 à 5 jours), délai ne permettant pas une sérieuse préparation des offres ;
- de manière générale, nous avons noté que les fournitures de stérilisation, les fournitures de laboratoire, les imprimés donnent lieu à l'établissement de DRP qui en cumul dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres ;
- les tests et sondages que nous avons effectués sur un échantillon sélectionné à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs ont permis de noter que des achats directs non concurrentiels ont été effectués pour un montant estimé à 82 559 171 F CFA en violation de l'article 75 du CMP ;

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux**

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	17
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	19
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	21
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	33
2.1	Contexte de l'intervention	33
2.2	Objectifs de la mission	34
2.2.1	Objectifs généraux	34
2.2.2	Objectifs spécifiques	34
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	35
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	37
3	Approche méthodologique	39
3.1	Phase 1- Revue approfondie des textes de référence	39
3.2	Phase 2 - Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	40
3.3	Phase 3 - Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	41
3.3.1	Module 1 - Audit de la préparation des marchés	42
3.3.2	Module 2 - Audit de la gestion de l'attribution	43
3.3.3	Module 3 - Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	44
4	Résultats des travaux	46
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	46
4.1.1	Commission des marchés	46
4.1.2	Cellule de passation des marchés	46
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	47
4.1.4	Plan de passation des marchés	47
4.1.5	Avis Général de passation des Marchés	47
4.1.6	Rappel des seuils applicables à l'HPD	48
4.2	Examen des marchés	48
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	50
4.2.2	Marchés conclus par Appels d'Offres	50
4.2.3	Marché conclu par Avenants	61
4.2.4	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	62

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale de l'Equipeement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DASP	Direction d'Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES

#### **Appel d'offres relatif à l'acquisition de matériels médicaux (8 LOTS)**

L'offre de Diahanor pour les lots 2 et 3 qu'il a cotés ne comporte pas de lettre de soumission chiffrée. La correspondance que Diahanor a produite à l'appui de sa cotation ne renferme pas le montant de son offre financière pour chacun des lots. Ce faisant, son offre n'est a priori pas recevable puisque la soumission constitue l'engagement véritable du candidat ; toutes les autres pièces telles que les bordereaux de prix en constituent des annexes.

Le même constat que ci – dessus a été fait en ce qui concerne le candidat STE qui a établi une offre pour le lot N° 3. En réalité, il n'y a donc pas eu de réelle soumission. Le lot étant indivisible et le marché à prix forfaitaires, la soumission constitue l'engagement du candidat. En toute rigueur, l'offre aurait du être rejetée, plutôt que de considérer les annexes à la soumission.

#### **Appel d'offres relatifs fourniture et installation de matériel en 3 lots**

L'offre de Diminter de 19 853 850 F CFA sur le lot 1 est largement supérieure aux offres des autres soumissionnaires SEGOA (9 810 000 F CFA), Carrefour Médical (8 695 000 F CFA), Delta Médical (6 450 000 F CFA), STE (4 753 000 F CFA) et DRP (3 000 000 F CFA). Par ailleurs cette offre tout comme celle de Carrefour Médical ne comportent pas de lettre de soumission en bonne et due forme entraînant de facto la non recevabilité de leurs offres qui ont néanmoins été évaluées.

Le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes constatées dans le procès verbal d'ouverture n'est pas formalisé dans le rapport d'évaluation et / ou le procès verbal d'attribution.

#### **Appels d'offres relatifs à l'achat de scanner 64 coupes à détecteur multi barrettes, d'équipements associés et de services connexes**

A l'ouverture des offres, aucun des soumissionnaires n'avait fourni l'AMM alors que l'IC 11.1 (g) du DPAO stipule que l'AMM doit être jointe à l'offre contrairement à l'IC 5.1 du même DPAO qui permet de la fournir avant la livraison. Il s'agit de deux dispositions contradictoires du DAO. A notre avis la disposition 1.1 (g) est celle qui répond à l'esprit du CMP. Ces exigences en matière de qualification n'ont été produites qu'après



l'attribution du marché. Nous notons cependant, que ces pièces de qualification ont pu être produites avant la livraison du matériel.

#### **Appel d'offres relatif à la réhabilitation de la maternité**

L'appel d'offres relatif à la réhabilitation de la maternité de l'hôpital Principal de Dakar est paru la première fois dans le journal « Le Soleil » des 25 et 26 juillet 2009, puis reporté une première fois dans le journal du 28 août puis le 19 septembre 2009 une seconde fois. Le dernier avis de report est paru le 5 novembre 2009 avec pour date limite de dépôt des offres le 19 novembre, soit 2 semaines pour les soumissionnaires pour adapter leur offre.

L'attestation de capacité financière n'est pas fournie, à la place, CDE a fourni une attestation qui n'engage en rien la banque (Crédit du Sénégal du 25 novembre 2009).

La DCMP classe l'appel d'offres le 22 mars 2009 sous réserve de transmission des PV d'évaluation et d'attribution.

Le marché a finalement été classé sans suite après autorisation de la DCMP, le montant de la seule offre conforme étant largement supérieur au budget prévu.

#### **Appel d'offres relatif à l'acquisition de fournitures d'atelier**

Nous avons noté beaucoup de corrections pour omission alors qu'on ne corrige en principe que les erreurs arithmétiques et les différences entre montants en lettres et en chiffres. S'il y a omission, on doit, en toute rigueur considérer l'offre comme irrecevable pour cause de non exhaustivité. Cependant, si les omissions sont insignifiantes (mineures), on peut procéder à des ajustements pour les besoins de l'évaluation, tout en sachant que le marché qui sera signé ne comprendra pas les articles omis. Ces articles omis, devant alors être acquis séparément par l'AC.

#### **Appel d'offre relatif à la fourniture de jouets pour cadeaux de nouvel an aux enfants du personnel**

Une dispense a été accordée aux soumissionnaires de fournir une garantie de soumission, facilité accordée à l'autorité contractante par l'arrêté n° 11583 du 28 décembre 2007 portant application de l'article 111 du CMP que dans les cas où le montant estimé est inférieur à 30 000 000 F CFA, alors que le marché est attribué provisoirement pour 44 364 000 F CFA. Ceci découle d'une mauvaise estimation du coût du marché par l'AC.

Le marché a été classé sans suite pour défaut de budget insuffisant (45,3%).

### **Avenant de renouvellement N° 0321/09 relatif à l'achat d'articles consommables à usage unique stérile et solutions pour dialyse**

Nous relevons un important écart entre les prévisions minimales de commandes et les prévisions maximales qui vont du simple à plus du triple. Ceci traduit une mauvaise appréhension des besoins qui peut impacter les prix de l'appel d'offres initial.

**Demande de Renseignement et de Prix relatives aux travaux de réhabilitation et de construction du mess des officiers** Les représentants du Contrôle Financier et du Ministère des Forces Armées ne sont pas présents. Le dossier de passation ne comporte pas de convocation des membres de la commission des marchés ; par ailleurs, le Département des Approvisionnements est représenté par deux personnes. Le quorum n'étant pas atteint, une deuxième convocation de la CM aurait dû être faite.

Le délai de préparation des offres est anormalement court (4 jours francs). La DRP n'exige pas des soumissionnaires la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique (Art 44 du CMP), pas plus qu'elle ne réclame la production de l'attestation de qualification et de classement prévu par le décret relatif à la qualification et la classification des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics (Article 46 du CMP).

Les offres des quatre soumissionnaires présentent des similitudes suspectes puisque les mêmes fautes d'orthographe sont commises dans tous les devis, les mêmes espacements anormaux sont relevés. A l'évidence, les offres ont été préparées par la même source.**Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de matériel Bio Médical pour l'urologie**

Le bon de commande en date du 8 octobre 2009 est postérieur à la fiche de réception N° 009710 et au Bordereau de livraison en date du 5 octobre 2009. Il s'agit d'opérations de régularisation contraires aux dispositions de l'article 44 du COA.

### **Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de deux électrocardiogrammes à 3 pistes**

La DRP ne précise pas la date limite de dépôt des offres des soumissionnaires.

La DRP ne donne pas à chacun des destinataires l'identité des autres soumissionnaires auxquels la présente lettre a été adressée.

La DRP ne comporte aucune autre spécification technique sur l'électrocardiogramme à acquérir.

Par ailleurs, la lettre de saisine précise que « la marque Cardioline est notre premier choix, que toute offre autre que la Cardioline devra se faire avec 20 rouleaux de papier. Elle précise également que des appareils en stock disponible constituent un avantage »

L'énonciation d'un nom de marque constitue une violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de

marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier. Les noms de marque peuvent cependant être utilisés de façon exceptionnelle, mais en les faisant suivre de la mention « ou équivalent ».

L'offre conjointe de 20 rouleaux de papier en cas de proposition d'un appareil autre que la Cardioline constitue une rupture du principe du traitement égal et équitable des soumissionnaires puisqu'il s'agit d'un facteur de coût supplémentaire pouvant être discriminant. Il aurait fallu mentionner les écarts admissibles par rapport à la solution de base et les quantifier en termes monétaires pour les besoins de l'évaluation.

Nous avons noté que le dossier ne comporte pas de prospectus pour l'appareil proposé par STE alors que la DRP précise que pour toute offre différente de la Cardioline, ce dossier de présentation est requis.

Le Compte Rendu de la réunion de sélection mentionne que « toutes les offres sont identiques techniquement ». Il aurait été plus indiqué de préciser que l'offre de Delta Médical correspond exactement à la Cardioline demandée et que l'offre de STE est une ECG SE 3B SEDAN.

#### **Demande de Renseignement et de prix relative à l'acquisition de pièces pour autoclave TBM AC 6713**

La DRP ne précise pas la date limite de dépôt des offres des soumissionnaires.

La DRP ne donne pas à chacun des destinataires l'identité des autres soumissionnaires auxquels la présente lettre a été adressée.

Le dossier ne comprend pas la lettre de saisine de Carrefour Médical qui est la seule société à avoir déposé une offre.

L'offre de Carrefour Médical comprend des articles (4) non demandés dans les lettres de saisine figurant dans le dossier ; le coût desdits articles se chiffre à 1 823 560 F CFA HT.

#### **Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de pièces de rechange pour master screen IOS système du CEF**

Le dossier de passation ne comprend pas le contrat de même que le bon de commande, bon de livraison et les factures.

#### **Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de la machine à laver de 35 Kg à chauffage électrique**

Hormis celui de l'attributaire, le montant des offres des autres candidats dépasse le seuil de passation des marchés qui est de 15 000 000 F CFA pour les fournitures. Ceci traduit soit, une mauvaise estimation des coûts de la part de l'autorité contractante, soit une collusion entre les fournisseurs.

L'ouverture des plis s'est déroulée 10 jours après la date limite de dépôt des offres. Ceci n'est pas conforme à l'esprit du code des marchés.

Pas d'accusé de réception des fournisseurs à la réception des lettres de consultation.

Aucune spécification technique n'a été donnée à part la capacité de 35 kg à chauffage électrique.

### **Demande de Renseignement et de Prix relative aux travaux de réhabilitation de la clinique BREVIE**

L'article 9 du contrat stipule que le titulaire du contrat est tenu de fournir une garantie de bonne exécution destinée à couvrir les réserves à la réception des fournitures ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie :

- 5% du montant du contrat à la signature de celui-ci
- 5 % du montant de chaque acompte

Ceci n'est pas conforme aux dispositions du code des marchés publics du point de vue de la nature des prestations ;

Il n'est pas logique d'exiger un délai de garantie pour des travaux de réhabilitation.

Notons que le délai de préparation des offres est trop court. Les soumissionnaires n'ont eu que 4 jours pour préparer leurs offres comme cela a été le cas pour toutes les consultations auxquelles SEN DISTRIBUTION a participé. C'est le cas de la réhabilitation du Mess des Officiers, des travaux de l'immeuble Claudel, des travaux de peinture de la Pharmacie pour lesquels il est également attributaire. Ceci laisse entrevoir une concurrence biaisée au profit d'un candidat.

### **Demande de Renseignement et de Prix pour la peinture du bâtiment préparatoire de la pharmacie**

Notons que le délai de préparation des offres est trop court. Les soumissionnaires n'ont eu que 4 jours pour préparer leurs offres et on remarque que seul SEN DISTRIBUTION est conforme comme cela a été le cas pour toutes les consultations auxquelles SEN DISTRIBUTION a participé. C'est le cas de la réhabilitation de la clinique Brévié, des travaux de l'immeuble Claudel pour lesquels il est également attributaire. Ceci laisse entrevoir une concurrence biaisée au profit d'un candidat.

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

### **Appel d'offres relatif à l'acquisition de matériels médicaux (8 LOTS)**

Dans le cadre de l'examen des offres, veiller à une évaluation conforme à la réglementation et au DAO. Dans le cadre d'un marché à prix forfaitaires, la mention du montant dans la soumission est obligatoire, au risque de rejet de l'offre.

### **Appel d'offres relatif à la fourniture et installation de matériel en 3 lots**

Veiller à être plus précis dans la formulation des spécifications contenues dans les DAC de manière à éviter les fortes disparités des offres financières.

Par ailleurs, l'absence de lettre de soumission doit entraîner le rejet des offres.

Formaliser le suivi de la régularisation des PA dans le PV d'attribution.**Appel d'offres relatif à l'achat de scanner 64 coupes à détecteur multi barrettes, d'équipements associés et de services connexes**

L'attribution du marché ne doit être faite qu'après présentation de toutes les pièces de qualification requises par le DAO.

### **Appel d'offres relatif à la réhabilitation de la maternité**

Veiller à établir les quantités de travaux en adéquation avec le budget disponible.

Veiller à établir les critères de qualification en adéquation avec les besoins du marché.

### **Appel d'offres relatif à l'acquisition de fournitures d'atelier**

Se conformer aux dispositions des DAO types en matière de correction des offres.

**Appel d'offre relatif à la fourniture de jouets pour cadeaux de nouvel an aux enfants du personnel**

Veiller à une estimation précise du coût prévisionnel du marché.

**Avenant de renouvellement N° 0321/09 relatif à l'achat d'articles consommables à usage unique stérile et solutions pour dialyse**

Veiller à une meilleure estimation des besoins.

**Demande de Renseignement et de Prix relative aux travaux de réhabilitation et de construction du mess des officiers**

Veiller à accorder un délai suffisant pour le dépôt des offres.

Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés.

**Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de matériel Bio Médical pour l'urologie**

Veiller à ne pas recourir à des marchés de régularisation, interdits par la législation.

**Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de deux électrocardiogrammes à 3 pistes**

Veiller à quantifier tous les critères autres que le prix en termes monétaires pour les besoins de l'évaluation.

**Demande de Renseignement et de prix relative à l'acquisition de pièces pour autoclave TBM AC 6713**

Les articles non demandés doivent être supprimées de l'offre au moment de l'évaluation.

**Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de pièces de rechange pour master screen IOS système du CEF**

Veiller à un archivage exhaustif des pièces relatives aux marchés.

**Demande de Renseignement et de Prix relative à l'acquisition de la machine à laver de 35 Kg à chauffage électrique**

Veiller à indiquer de façon précise les spécifications techniques et pièces requises dans le cadre des consultations.

Procéder à une bonne estimation des besoins avant de choisir le mode de passation approprié.

**Demande de Renseignement et de Prix relative aux travaux de réhabilitation de la clinique BREVIE**

Veiller au respect des conditions requises pour les garanties.

Veiller à accorder un délai suffisant pour la présentation des offres et mettre en œuvre de manière transparente les procédures d'acquisition.

**Demande de Renseignement et de Prix pour la peinture du bâtiment préparatoire de la pharmacie** Veiller à accorder un délai suffisant pour la présentation des offres et mettre en œuvre de manière transparente les procédures d'acquisition.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**



<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Certains paiements ont été effectués d'avance sur la base de factures pro forma et les dossiers présentés ne comportent pas non plus les factures définitives.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
N'effectuer les règlements que sur la base de factures dûment établies ;

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
<p>RAS</p>
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
<p>RAS</p>

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>AO N°1</b>	<b>AO N°02.1</b>	<b>AO N°02.02</b>	<b>AO N°09</b>
<b>Nature</b>	DENREES ALIMENTAIRES	MATERIELS MEDICAUX (8 LOTS)	FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL EN 3 LOTS	SCANNER 64 COUPES A DETECTEUR MULTIBARRETTES, D'EQUIPEMENTS ASSOCIES ET DE SERVICES CONNEXES
<b>Attributaires</b>	Sadia Export, EGTP, Jr Distribution, FLS et BLT	Diminter, STE, Diminter, Afrimed, Diminter, Carrefour Médical	AFSI, Carrefour Médical et STE	CARREFOUR MEDICAL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	361 470 100	61 145 234	52 610 944	704 460 000
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés			√	
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché				√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP		√	√	

<b>Description</b>	<b>AO N°1231</b>	<b>AO N°1149</b>	<b>AO N°09-8</b>	<b>AO N°09-17</b>
<b>Nature</b>	MATERIELS DE TRANSPORT	REHABILITATION DE LA MATERNITE	FOURNITURES D'ATELIER	FOURNITURE DE JOUETS POUR CADEAUX DE NOUVEL AN AUX ENFANTS DU PERSONNEL
<b>Attributaires</b>	ESPACE AUTO	CDE	Quincaillerie Sopey, Pyramid Trading SA et Quincaillerie de l'Etoile	ETABLISSEMENT NAGI HOBALLAH
<b>Montants en F CFA TTC</b>	108 000 000	Sans suite	82 305 400	Sans suite
Exécution de marché différée pour insuffisance des crédits en violation de l'article 9 du NCMP				√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés			√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique				√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP				√

<b>Description</b>	<b>DRP N° 02</b>	<b>DRP N° 3</b>	<b>DRP N° 4</b>	<b>DRP N° 5</b>
<b>Nature</b>	REHABILITATION BATIMENT MACONNERIE ET PEINTURE	REFECTION BATIMENT 78 3 <sup>e</sup> ETAGE DE LA CITE CLAUDEL	TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE CONSTRUCTION DU MESS DES OFFICIERS	ACQUISITION DE MATERIEL BIO MEDICAL POUR L'UROLOGIE
<b>Attributaires</b>	SNI	SEN DISTRIBUTION	SEN DISTRIBUTION	STE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	6 636 779	3 286 831	23 660 162	2 855 600
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique			√	
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation				√

<b>Description</b>	<b>DRP N° 6</b>	<b>DRP N° 7</b>	<b>DRP N° 9</b>	<b>DRP N° 10</b>	<b>DRP N° 21</b>
<b>Nature</b>	ACQUISITION DE DEUX ELECTROCARDIOGRAMMES A 3 PISTES	ACQUISITION DE SPLITS POUR LA MATERNITE	ACQUISITION DE PIECES POUR AUTOCLAVE TBM AC 6713	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE COELEOSCOPIE	PEINTURE BATIMENT PREPARATOIRE DE LA PHARMACIE
<b>Attributaires</b>	STE	HUSSEIN AYAD	CARREFOUR MEDICAL	STE est la seule société à avoir déposé une offre.	Sen Distribution
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 000 000	5 153 977	7 887 227	1 602 000	3 886 920
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√				√
Violation de l'article 7 du NCMP sur les noms de marque	√				
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		√		
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique					√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√		√		√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√				





<b>Description</b>	<b>DRP N° 11</b>	<b>DRP N° 12</b>	<b>DRP N° 14</b>	<b>DRP N° 19</b>
<b>Nature</b>	OPTIQUE HOKINS 0° POUR UROLOGIE	PIECES DE RECHANGE POUR MASTER SCREEN IOS SYSTEME DU CEF	MACHINE A LAVER DE 35 KG A CHAUFFAGE ELECTRIQUE	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA CLINIQUE BREVIE
<b>Attributaires</b>	STE est la seule société à avoir déposé une offre.	STE est la seule société à avoir déposé une offre.	Hussein Ayad	SEN DISTRIBUTION
<b>Montants en F CFA TTC</b>	1 890 360	2 247 920	13 668 317	9 907 550
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA				√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés			√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique				√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP				√
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution				√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Fabrication de carte de patients	Achat de Gaines pelables (fournitures de stérilisation).
Attributaires	PAPIMEX	GEXFIX AFRICA
Montants en F CFA TTC	2 500 000	2 592 700
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

<b>Description</b>	<b>OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE</b>	
<b>Nature</b>	Achat de sachets simples pelables (fournitures de stérilisation)	Achat 5 ampoules ACUPAN INJECTABLE.
<b>Attributaires</b>	SMD	BIOCODEX
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 892 000	2 607 429
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Travaux de peinture des façades et de l'entrée de la banque se sang	Contrat d'assistance, de maintenance et de télémaintenance sur le logiciel CTS Serveur
Attributaires	Sénégalaise du Bâtiment et Sécurité (SBS)	INLOG INTERNATIONAL
Montants en F CFA TTC	3 502 742	9 408 411
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Travaux de maintenance du téléphone novembre, décembre 2008).	Achat de 15 000 liasses d'urgence
Attributaires	LES SPECIALISTES DES TELECOMS	PAPIMEX
Montants en F CFA TTC	1 534 000	2 920 500
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Achat de peinture	Achat de fournitures pour laboratoire
Attributaires	LES SERVICES DU BATIMENT	SSM
Montants en F CFA TTC	1 524 660	15 869 502
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE		
Nature	Achat de consommables de stérilisation stericlin	Achat de 150 Carnets de fiches de réception	Couverture d'assurance multi - risques
Attributaires	MHO	PAPIMEX	GRAS SAVOYE (COURTIER EN ASSURANCES)
Montants en F CFA TTC	3 286 500	1 150 500	Responsabilité Civile 8 855 000 Global Dommage 14 555 593 Flotte automobile 9 359 634
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√



**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics ;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, les recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références :

**a)** en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les risques éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**



### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- .....

### **3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Hôpital Principal de Dakar pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette

mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulés pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N°3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas de reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,

- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci - après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),

- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### 3.3.3 **MODULE 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés de l'HPD a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 20 janvier 2009 (Note N °111/HPD/SMT/CM dûment signée par le Médecin Chef Directeur de l'HPD). Ainsi, la Commission des Marchés, régulièrement constituée pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

La Commission des Marchés n'a pas préparé de rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009. Ce rapport annuel doit être impérativement préparé et consigner plus particulièrement le détail des marchés passés par entente directe.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellules de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 16 janvier 2009 (Note N°5/2009/DG).

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit de rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP ; en fait de rapport seuls des états récapitulatifs des marchés passés sont tenus par la Cellule. Il faudrait aller au-delà de ces tableaux et indiquer les dysfonctionnements notés et les axes d'amélioration préconisés par la CPM pour solutionner les problèmes rencontrés par la CM dans le traitement des dossiers.

Cette valeur ajoutée est tout à fait possible car les membres de la CPM tout comme ceux de la CM ont tous suivi des formations sur le CMP. Ils ont une bonne connaissance des procédures de passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des dossiers qui nous ont été présentés.



### 4.1.3 CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics nous ont été communiquées. Sous ce rapport, il convient de souligner que les décisions de nomination des membres représentant le MFA et le CF au sein de la Commission des Marchés de l'Hôpital Principal de Dakar ne nous ont pas été remises.

### 4.1.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné dans les délais requis et transmis à la DCMP le 15 décembre 2008 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

A la suite des révisions du budget, plusieurs révisions du PPM ont été opérées en cours d'exercice et transmises à la DCMP. Le PPM est présenté dans le format défini par la DCMP et comporte les estimations de coûts.

Un additif au PPM initial a été préparé le 11 septembre 2009 ; il était relatif au rajout d'une mission de « suivi des travaux de réhabilitation de la maternité ». Dans la colonne Type de Marché, il est indiqué Services en lieu et place de Prestations Intellectuelles ; dans la colonne Mode de passation il est indiqué Services en lieu et place de Demande de Propositions à lancer après une Demande de Manifestation d'intérêt au regard du montant estimé du marché.

### 4.1.5 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 20 décembre 2008. L'Autorité Contractante s'est certes acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels mais ne l'a pas fait dans la période voulue puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Si le PPM doit être transmis avant le 31 décembre de l'exercice précédent, l'AGPM doit en revanche être publié dans le courant du mois de janvier de l'exercice concerné.

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HÔPITAL PRINCIPAL DE DAKAR EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC sur	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil de contrôle DCMP Contrat sur	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

#### 4.1.6 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'HPD

L'HPD est un établissement Public de Santé ; à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

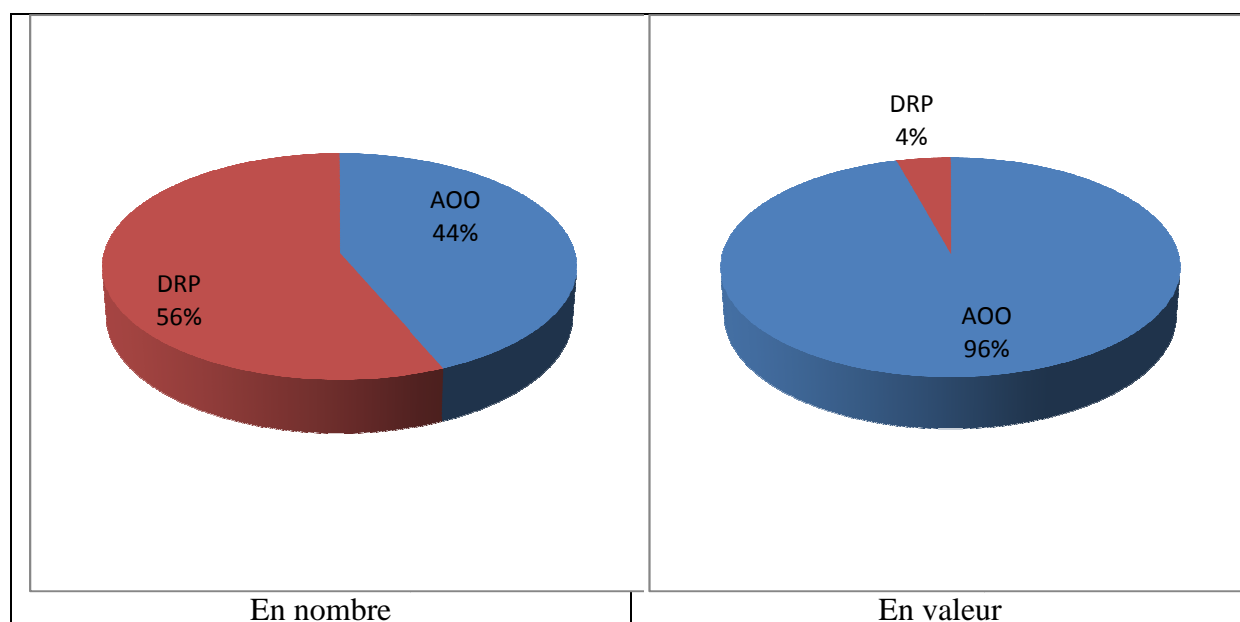
Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

#### 4.2 EXAMEN DES MARCHES

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	17	2 877 118 537	10	2 405 718 537	58,82%	83,62%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	22	113 010 725	14	91 894 760	63,64%	81,32%
Entente directe (ED)						
Avenant						
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>2 990 129 262</b>	<b>24</b>	<b>2 497 613 297</b>	<b>61,54%</b>	<b>83,53%</b>
Echantillon constitué à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs			15	82 559 171		

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :

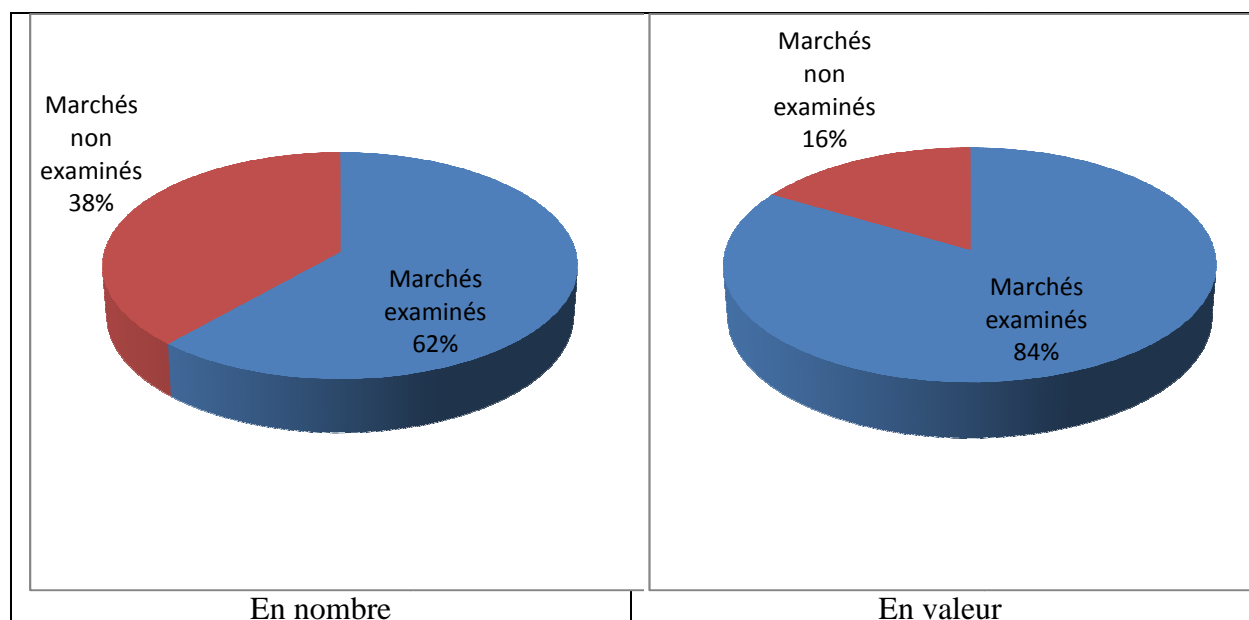


**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

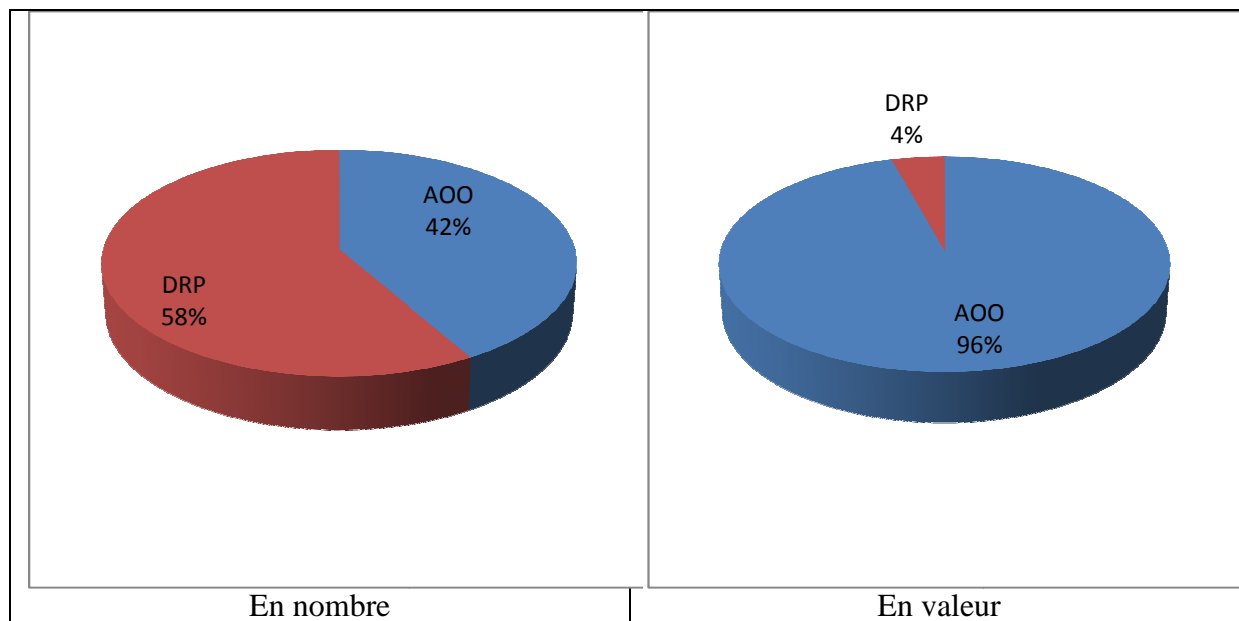
Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence.

Nous avons examiné dix (10) des dix sept (17) appels d'offres et 14 des 22 demandes de renseignements prix passés.

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### **4.2.1. PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX**

Dix sept (17) marchés nous ont été présentés représentant une valeur globale qui se chiffre à 2 540 825 193 F CFA.

Nos travaux ont couverts 58,82% des marchés en nombre représentant 81,45% de la valeur des marchés présentés.

#### 4.2.2 EXAMEN DES MARCHES PAR APPEL D'OFFRES

<b>AO N° 09-1 : DENREES ALIMENTAIRES</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres		06 Janvier 2009	
Date limite de dépôt des offres		12 Février 2009	
Date d'ouverture des plis		12 Février 2009	
<b>Date de souscription</b>	Lots 1, 2 et 3		14 mai 2009
	Lot 4		15 mai 2009
	Lot 5		18 mai 2009
	Lots 6 et 7		14 mai 2009
	Lot 8		20 mai 2009
<b>Date d'approbation</b>	Lots 1,2 et 3		25 septembre 2009
	Lot 4		19 mai 2009
	Lot 5		19 mai 2009
	Lots 6 et 7		19 mai 2009
	Lot 8		25 mai 2009
<b>Date de notification</b>	Lot 5		30 septembre 2009
	Lots 6 et 7		23 octobre 2009
<b>Attributaire</b>	Lots 1, 2 et 3	Sadia Export	<b>163 845 000</b>
	Lot 4	Entreprise Générale des Travaux Publics	<b>19 116 000</b>
	Lot 5	Jr Distribution	<b>46 821 700</b>
	Lots 6 et 7	Fournisseur Libre du Sénégal	<b>112 624 500</b>
	Lot 8	Boulangerie La Traditionnelle	<b>19 062 900</b>
Montant du marché en F CFA TTC			<b>361 470 100</b>

<b>Non conformités</b>	Un certain nombre de documents n'ont pas été versés au dossier de passation
<b>Recommandations</b>	Veiller à un archivage exhaustif des pièces relatives aux marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AO N° 09 - 02.1 : MATERIELS MEDICAUX (8 LOTS) du 24/10/09</b>			
<b>BUDGET 425 000 000 F CFA (GLOBAL DE DEUX MARCHES : 3 LOTS ET 8 LOTS)</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres			24 octobre 2009
Date limite de dépôt des offres			26 novembre 2009
Date d'ouverture des plis			26 novembre 2009
Date d'attribution provisoire			04 juin 2010
Date de notification			18 aout 2009
Attributaire	Lot 1	Diminter	7 845 525
	Lot 3	STE	14 638 219
	Lot 4	Diminter	13 898 606
	Lot 6	Afrimed	4 602 000
	Lot 7	Diminter	14 850 884
	Lot 8	Carrefour Médical	5 310 000
Montant du marché en F CFA TTC			<b>61 145 234</b>
<b>Non conformités</b>		<p>L'offre de Diahanor pour les lots 2 et 3 qu'il a cotés ne comporte pas de lettre de soumission chiffrée. La correspondance que Diahanor a produite à l'appui de sa cotation ne renferme pas le montant de son offre financière pour chacun des lots. Ce faisant, son offre n'est a priori pas recevable puisque la soumission constitue l'engagement véritable du candidat ; toutes les autres pièces telles que les bordereaux de prix en constituent des annexes.</p> <p>Le même constat que ci – dessus a été fait en ce qui concerne le candidat STE qui a établi une offre pour le lot N° 3. En réalité, il n'y a donc pas eu de réelle soumission. Le lot étant indivisible et le marché à prix forfaitaires, la soumission constitue l'engagement du candidat. En toute rigueur, l'offre aurait du être rejetée, plutôt que de considérer les annexes à la soumission.</p>	
<b>Recommandations</b>		<p>Dans le cadre de l'examen des offres, veiller à une évaluation conforme à la réglementation et au DAO. Dans le cadre d'un marché à prix forfaitaires, la mention du montant dans la soumission est obligatoire, au risque de rejet de l'offre.</p>	

<p><b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b></p>	<p>L'absence de lettre de soumission par les candidats DIAHANOR et STE a été mentionnée dans le PV d'ouverture et des correspondances ont été adressées à la DCMP pour un avis. La DCMP par lettre N° 5169 MEF/DCMP/emf du 07/12/2009 précise que « l'oubli du montant dans la lettre de soumission devrait pouvoir être comblé par les bordereaux de fournitures et services connexes ».</p>
<p><b>Appréciation du Consultant</b></p>	<p>L'auditeur ne partage pas ce point de vue. En toute rigueur, en matière de marché à prix forfaitaire, la soumission signée est le document qui engage réellement le candidat.</p> <p>Nous maintenons par conséquent notre observation sur la conduite de la procédure.</p>



<b>AOO N° 09-02-02/HPD N°002009 DU 12 NOVEMBRE 2009 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL EN 3 LOTS BUDGET 425 000 000 F CFA (GLOBAL DE DEUX MARCHES : 3 LOTS ET 8 LOTS)</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres			12 novembre 2009
Date limite de dépôt des offres			15 décembre 2009
Date d'ouverture des plis			15 décembre 2009
Date d'attribution provisoire			15 février 2010
<b>Attributaires</b>	Lot 1	AFSI	5 200 000
	Lot 2	CARREFOUR MEDICAL	13 973 944
	Lot 3	STE	33 437 000
Montant du marché en F CFA TTC			<b>52 610 944</b>
<b>Non conformités</b>		L'offre de Diminter de 19 853 850 F CFA sur le lot 1 est largement supérieure aux offres des autres soumissionnaires SEGOA (9 810 000 F CFA), Carrefour Médical (8 695 000 F CFA), Delta Médical (6 450 000 F CFA), STE (4 753 000 F CFA) et DRP (3 000 000 F CFA). Par ailleurs, cette offre tout comme celle de Carrefour Médical ne comportent pas de lettre de soumission en bonne et due forme entraînant de facto la non recevabilité de leurs offres qui ont néanmoins été évaluées.	
<b>Recommandations</b>		Veiller à être plus précis dans la formulation des spécifications contenues dans les DAC de manière à éviter les fortes disparités des offres financières.  Par ailleurs, l'absence de lettre de soumission doit entraîner le rejet des offres.	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		Pour le lot 1 relatif à la fourniture de 5 moniteurs de surveillance multiparamétriques, le candidat DIMINTER dont l'offre est de 19 853 850 F CFA n'est pas attributaire. C'est le candidat AFSI qui est attributaire pour un montant de 5 200 000 FCFA HTHD.  La fourniture des pièces administratives manquantes à l'ouverture des plis est mentionnée sur le rapport d'évaluation	

	<p>des offres et sur le PV d'attribution provisoire (cf. pièces jointes).</p> <p>Par rapport à la non fourniture d'une lettre de soumission par les candidats DIMINTER et CARREFOUR MEDICAL, cette observation est mentionnée dans le PV d'ouverture des plis et dans le rapport de présentation du rapport d'évaluation des offres. L'avis de la DCMP a été sollicité suivant la lettre N° 379/HPD/SMT/CM du 11 mars 2010. La DCMP par lettre N° 1193/MEF/DCMP du 23 mars 2010 a suggéré à la commission des marchés de l'Hôpital Principal de Dakar de reprendre l'évaluation des offres en comparant les déclarations de soumission par rapport au format type de la lettre de soumission et de voir s'il n'y a pas de déviations majeures. Après comparaison des déclarations de soumission, la commission des marchés a jugé qu'il n'y a pas de déviations majeures par rapport au format type de la lettre de soumission pour ces candidats.</p>
<b>Appréciation Consultant</b>	<b>du</b> <p>En mentionnant l'écart entre le prix proposé par DIMINTER et les autres, notre objectif était de faire remarquer qu'une telle différence est incompréhensible et pourrait résulter d'une incompréhension des spécifications de la part du soumissionnaire ou d'une insuffisante clarté dans l'expression de ces spécifications par l'Autorité contractante.</p> <p>Nous prenons bonne note de la fourniture des pièces administratives et retirons notre observation concernant ce point.</p> <p>En ce qui concerne la non fourniture d'une lettre de soumission par DIMINTER ET CARREFOUR MEDICAL, notre position est qu'en toute rigueur, en matière de marché à prix forfaitaire, la soumission signée est le document qui engage réellement le candidat.</p>
<b>AOO N° 09/HPD/LOG/CM DU 18 DECEMBRE 2009 SCANNER 64 COUPES A DETECTEUR MULTIBARRETTES, D'EQUIPEMENTS ASSOCIES ET DE SERVICES CONNEXES</b>	

Date de publicité de l'appel d'offres	19 et 20 décembre 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 18 février 2010
Date d'ouverture des plis	Le 18 février 2010
Date d'attribution provisoire	Le 9 avril 2010
Date de notification	Le 8 septembre 2010
Attributaire	CARREFOUR MEDICAL
Montant du marché en F CFA TTC	704 460 000
<b>Non conformités</b>	A l'ouverture des offres, aucun des soumissionnaires n'avait fourni l'AMM alors que l'IC 11.1 (g) du DPAO stipule que l'AMM doit être jointe à l'offre contrairement à l'IC 5.1 du même DPAO qui permet de la fournir avant la livraison. Il s'agit de deux dispositions contradictoires du DAO. A notre avis la disposition 1.1 (g) est celle qui répond à l'esprit du CMP. Ces exigences en matière de qualification n'ont été produites qu'après l'attribution du marché. Nous notons cependant, que ces pièces de qualification ont pu être produites avant la livraison du matériel.
<b>Recommandations</b>	L'attribution du marché ne doit être faite qu'après présentation de toutes les pièces de qualification requises par le DAO.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Le marché de l'année 2009 a été attribué au candidat CERTEC pour un montant de 783 992 355 FCFA TTC. Après recours d'un des candidats, l'ARMP a ordonné la relance suivant la décision N° 097/09/ARMP/CRD du 18 novembre 2009 (copie décision jointe). Le marché relancé a été attribué à Carrefour Médical pour un montant de 597 millions FCFA TTC. Pour le marché 2009, on a pu constater l'existence de l'IC 11.1(g) des DPAO qui stipule que l'AMM doit être jointe à l'offre alors que l'IC 5.1 du même DPAO permet de le fournir avant la livraison, pouvant être justifiés de contradictoires. Cette clause est une des causes de la relance du marché 2009 par l'ARMP.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons acte de vos précisions.
<b>AOO N° 1231/HPD/LOG/CM DU 05 AOUT 2009 MATERIELS DE TRANSPORT</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	Le 06 août 2009

Date limite de dépôt des offres	Le 10 septembre 2009
Date d'ouverture des plis	Le 10 septembre 2009
Date d'attribution provisoire	Le 1 <sup>er</sup> décembre 2009
Date de notification	Le 7 décembre 2009
Attributaire	ESPACE AUTO
Montant du marché en F CFA TTC	108 000 000 F CFA
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AOO N° 1149/HPD/MAT/CM DU 22 JUILLET 2009 REHABILITATION DE LA MATERNITE</b>	
<b>BUDGET 506 731 384 F CFA</b>	
Date de publicité de l'appel d'offres	Le 25 juillet 2009
Date d'attribution provisoire	Le 9 février 2009
Attributaire	CDE
Montant du marché en F CFA TTC	Sans suite
<b>Non conformités</b>	<p>L'appel d'offres relatif à la réhabilitation de la maternité de l'hôpital Principal de Dakar est paru la première fois dans le journal « Le Soleil » des 25 et 26 juillet 2009, puis reporté une première fois dans le journal du 28 août puis le 19 septembre 2009 une seconde fois. Le dernier avis de report est paru le 5 novembre 2009 avec pour date limite de dépôt des offres du 19 novembre, soit 2 semaines pour les soumissionnaires pour adapter leur offre.</p> <p>L'attestation de capacité financière n'est pas fournie, à la place, CDE a fourni une attestation qui n'engage en rien la banque (Crédit du Sénégal du 25 novembre 2009).</p> <p>La DCMP classe l'appel d'offres sans suite le 22 mars 2009 sous réserve de transmission des PV d'évaluation et d'attribution.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à établir les quantités de travaux en adéquation avec le budget disponible.</p> <p>Veiller à établir les critères de qualification en adéquation avec les besoins du marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Un avis d'appel d'offres est publié dans le quotidien le Soleil N° 11746 des samedi 25 et dimanche 26 juillet 2009. Dans cet avis de publication, l'ouverture des plis est prévue le 03 septembre 2009 à 10 H 30, soit 38 jours à compter de la date de publication.</p>

	<p>Un avis de report de l'ouverture des plis est publié dans le Soleil N° 11774 du vendredi 28 août 2010. Cet avis fixe la nouvelle date d'ouverture des plis au jeudi 24 septembre 2009.</p> <p>Un autre avis de report est publié au Soleil N° 11 793 des samedi 19, dimanche 20 et lundi 21 septembre 2009. Cet avis fixe la nouvelle date d'ouverture à une date ultérieure qui sera notifiée par voie de presse.</p> <p>Un avis est publié dans le Soleil N° 11 832 du jeudi 05 novembre 2009 qui fixe la date d'ouverture des plis au jeudi 19 novembre 2009.</p> <p><b>NB :</b> rappeler que durant toute la période allant de la publication du premier avis (26 juillet 2009) jusqu'au dernier (19 novembre 2009) il n'y a pas eu de modification du DAO. Les candidats ont eu suffisamment de temps pour préparer leurs soumissions (soit 116 jours).</p> <p>Le marché a été classé sans suite après autorisation de la DCMP par la lettre N° 1189 MEF/DCMP du 22 mars 2010 parce que le montant de la seule offre conforme reçue (831 581 484 FCFA TTC) dépasse largement le budget prévu (600 000 000 FCFA TTC), même avec une réduction de 15% des travaux.</p>
<p><b>Appréciation Consultant</b></p>	<p><b>du</b></p> <p>Nous prenons bonne note de vos précisions.</p>

<b>AO N° 09-8 FOURNITURES D'ATELIER DU 20/03/09</b>			
<b>Budget : 87 000 000 F CFA</b>			
Date de publicité de l'appel d'offres			Le 26 mars 2009
Date limite de dépôt des offres			Le 30 avril 2009
Date d'ouverture des plis			Le 30 avril 2009
Date d'attribution provisoire			Le 05 décembre 2009
Date de notification	Lot 1		Le 26 janvier 2010
	Lots 3, 4, 5, 6		Le 26 janvier 2010
	Lots 2 et 7		Le 05 février 2010
\$Attributaire	Lot 1	Quincaillerie Sopey	30 911 150
	Lots 3, 4, 5, 6	Pyramid Trading SA	28 539 250
	Lots 2 et 7	Quincaillerie de l'Etoile	22 855 000
Montant du marché en F CFA TTC			<b>82 305 400</b>
<b>Non conformités</b>		<p>Nous avons noté beaucoup de corrections pour omission alors qu'on ne corrige en principe que les erreurs arithmétiques et les différences entre montants en lettres et en chiffres. S'il y a omission, on doit, en toute rigueur considérer l'offre comme irrecevable pour cause de non exhaustivité. Cependant, si les omissions sont insignifiantes (mineures), on peut procéder à des ajustements pour les besoins de l'évaluation, tout en sachant que le marché qui sera signé ne comprendra pas les articles omis. Ces articles omis, devaient alors être acquis séparément par l'AC.</p>	
<b>Recommandations</b>		Se conformer aux dispositions des DAO types en matière de correction des offres.	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>			
<b>Appréciation du Consultant</b>			

**AOO N° 09-17/HPD DU 24 OCTOBRE 2009 FOURNITURE DE JOUETS POUR CADEAUX DE NOUVEL AN AUX ENFANTS DU PERSONNEL**

**BUDGET 20 100 000 F CFA**

Date de publicité de l'appel d'offres	Le 24 octobre 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 24 novembre 2009
Date d'ouverture des plis	Le 24 novembre 2009
Attributaire	ETABLISSEMENT NAGI HOBALLAH
Montant du marché en F CFA TTC	Sans suite
<b>Non conformités</b>	<p>Une dispense a été accordée aux soumissionnaires de fournir une garantie de soumission, facilité accordée à l'autorité contractante par l'arrêté n° 11583 du 28 décembre 2007 portant application de l'article 111 du CMP que dans les cas où le montant estimé est inférieur à 30 000 000 F CFA, alors que le marché est attribué provisoirement pour 44 364 000 F CFA. Ceci découle d'une mauvaise estimation du coût du marché par l'AC.</p> <p>Le marché a été classé sans suite pour défaut de budget insuffisant (45,3%).</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à une estimation précise du coût prévisionnel du marché.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



#### 4.2.3 EXAMEN DES MARCHES PASSES PAR AVENANTS

<b>AVENANT DE RENOUVELLEMENT N° 0321/09</b> <b>MARCHE DE BASE : AO N° F 0533/08 : ARTICLES CONSOMMABLES A USAGE UNIQUE STERILE ET SOLUTIONS POUR DIALYSE</b>	
Budget CFA	54 250 000 F CFA HT
Attributaire	AFSI
Montant	Mini : 15 190 000 F CFA HT Maxi : 54 250 000 F CFA HT
Examen du marché	<p>L'examen de ce marché n'a révélé aucune anomalie significative.</p> <p>Toutefois, nous relevons un important écart entre les prévisions minimales de commandes et les prévisions maximales qui vont du simple à plus du triple. Ceci traduit une mauvaise appréhension des besoins qui peut impacter les prix de l'appel d'offres initial.</p>
Recommandations	Veiller à une meilleure estimation des besoins.
Commentaires de HPD	
Appréciation du Consultant	

#### 4.2.4 EXAMEN DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 02	
REHABILITATION BATIMENT MACONNERIE ET PEINTURE	
Date de saisine des fournisseurs	24 Avril 2009
Date de dépôt des offres	06 Mai 2009
Délai de préparation des offres	12 jours
Fournisseurs consultés	5
Nombre d'offres reçues	3
Attributaire	SNI
Montant du marché en F CFA TTC	6 636 779
<b>Non conformités</b>	Pas d'anomalies significatives
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 3</b>  <b>REFECTION BATIMENT 78 3<sup>e</sup> ETAGE DE LA CITE CLAUDEL</b>	
Date de saisine des fournisseurs	03 août2009
Date de dépôt des offres	07 août2009
Délai de préparation des offres	4 jours
Fournisseurs consultés	Sen Distribution, Sénégal Négoce International, Sentinelle du Bâtiment (SDB), Société de Distribution et de Maintenance (SDM) et Entreprise de Construction et de Prestations de Services (ECPS)
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	SEN DISTRIBUTION
Montant du marché en F CFA TTC	3 286 831 F TTC
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 4</b> <b>TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE CONSTRUCTION</b> <b>DU MESS DES OFFICIERS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	16 septembre 2009
Date de dépôt des offres	21 septembre 2009
Délai de préparation des offres	4 jours
Fournisseurs consultés	SENEGAL NEGOCE INTERNATIONAL, SEN DISTRIBUTION, ESBTP, SBCS
Nombre d'offres reçues	SENEGAL NEGOCE INTERNATIONAL, SEN DISTRIBUTION, ESBTP, SBCS
Attributaire	SBCS
Montant du marché en TTC	23 660 162 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Les représentants du Contrôle Financier et du Ministère des Forces Armées ne sont pas présents. Le dossier de passation ne comporte pas de convocation des membres de la commission des marchés ; par ailleurs, le Département des Approvisionnements est représenté par deux personnes. Le quorum n'étant pas atteint, une deuxième convocation de la CM aurait dû être faite.</p> <p>Le délai de préparation des offres est anormalement court (4 jours francs). La DRP n'exige pas des soumissionnaires la présentation des pièces administratives requises pour participer à la commande publique (Art 44 du CMP), pas plus qu'elle ne réclame la production de l'attestation de qualification et de classement prévu par le décret relatif à la qualification et la classification des entreprises, entrepreneurs et artisans de bâtiments et de travaux publics (Article 46 du CMP).</p> <p>Les offres des quatre soumissionnaires présentent des similitudes suspectes puisque les mêmes fautes d'orthographe sont commises dans tous les devis, les mêmes espacements anormaux sont relevés. A l'évidence les offres ont été préparées par la même source.</p>

	Le dossier ne comprend pas de procès verbal de réception
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à accorder un délai suffisant pour le dépôt des offres.</p> <p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	C'est le candidat SBCS qui est l'attributaire pour un montant de 23 660 162 FCFA TTC au lieu du candidat SEN DISTRIBUTION qui a proposé 24 957 553 TTC.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous avons pris bonne note du nom de l'attributaire et du montant de l'attribution, et avons procédé aux corrections nécessaires.

<b>DRP N° 5</b> <b>ACQUISITION DE MATERIEL BIO MEDICAL POUR L'UROLOGIE</b>	
Date de la télécopie envoyée aux fournisseurs	28 septembre 2009
Date de dépôt des offres	Non précisée dans la lettre de saisine
Délai de préparation des offres	Aucun
Fournisseurs consultés	STE, DIMINTER, DELTA MEDICAL, CARREFOUR MEDICAL, BIOMED, AFSI, MHO, AFRIMED
Nombre d'offres reçues	STE
Attributaire	STE
Montant du marché en TTC	2 855 600 F CFA
<b>Non conformités</b>	Le bon de commande en date du 8 octobre 2009 est postérieur à la fiche de réception N° 009710 et au Bordereau de livraison en date du 5 octobre 2009. Il s'agit d'opérations de régularisation contraires aux dispositions de l'article 44 du COA.
<b>Recommandations</b>	Veiller à ne pas recourir à des marchés de régularisation, interdits par la législation.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 6</b> <b>ACQUISITION DE DEUX ELECTROCARDIOGRAMMES A 3 PISTES</b>	
Date de saisine des fournisseurs	16 septembre 2009
Date de dépôt des offres	aucune date n'est précisée dans le fax transmis aux fournisseurs ciblés
Délai de préparation des offres	Aucun
Fournisseurs consultés	STE, DIMINTER, DELTA MEDICAL, CARREFOUR MEDICAL, CERTEC, MHO
Nombre d'offres reçues	2
Attributaire	STE
Montant du marché en TTC	2 000 000 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>La DRP ne précise pas la date limite de dépôt des offres des soumissionnaires.</p> <p>La DRP ne donne pas à chacun des destinataires l'identité des autres soumissionnaires auxquels la présente lettre a été adressée.</p> <p>La DRP ne comporte aucune autre spécification technique sur l'électrocardiogramme à acquérir.</p> <p>Par ailleurs, la lettre de saisine précise que « la marque Cardioline est notre premier choix, que toute offre autre que la Cardioline devra se faire avec 20 rouleaux de papier. Elle précise également que des appareils en stock disponible constituent un avantage »</p> <p>L'énonciation d'un nom de marque constitue une violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marque ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier. Les noms de marque peuvent cependant être utilisés de façon exceptionnelle, mais en les faisant suivre de la mention « ou équivalent ».</p> <p>L'offre conjointe de 20 rouleaux de papier en cas de proposition d'un appareil autre que la Cardioline constitue une rupture du principe du traitement égal et équitable des soumissionnaires puisqu'il s'agit d'un facteur de coût supplémentaire pouvant être discriminant. Il aurait fallu mentionner les écarts admissibles par rapport à la solution de base et les quantifier en termes monétaires pour les besoins de l'évaluation.</p>

	<p>Nous avons noté que le dossier ne comporte pas de prospectus pour l'appareil proposé par STE alors que la DRP précise que pour toute offre différente de la Cardioline ce dossier de présentation est requis</p> <p>Le Compte Rendu de la réunion de sélection mentionne que « toutes les offres sont identiques techniquement ». Il aurait été plus indiqué de préciser que l'offre de Delta Médical correspond exactement à la Cardioline demandée et que l'offre de STE est une ECG SE 3B SEDAN.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à quantifier tous les critères autres que le prix en termes monétaires pour les besoins de l'évaluation.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Nous n'étions pas au fait des dispositions du CMP qui demandent de renseigner les candidats sur le nombre de concurrents potentiels.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Le paragraphe 2 de l'article 2 circulaire N° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP dispose bien que la lettre d'invitation doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés.</p> <p>De manière plus générale, en matière de consultation restreinte, la lettre d'invitation doit toujours inclure les noms des candidats consultés.</p>



<b>DRP N° 7</b> <b>ACQUISITION DE SPLITS POUR LA MATERNITE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	7 octobre 2009
Date de dépôt des offres	15 octobre 2009
Délai de préparation des offres	8 jours
Fournisseurs consultés	SEN FROID, SGEBS, ASCI, COOL AIR FROID, HUSSEIN AYAD
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	HUSSEIN AYAD
Montant du marché en TTC	5 153 977 F CFA
Date de notification	16 octobre 2009
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 9</b> <b>ACQUISITION DE PIECES POUR AUTOCLAVE TBM AC 6713</b>	
Date de saisine des fournisseurs	25 août 2009
Date de dépôt des offres	non précisé dans le fax
Délai de préparation des offres	Aucun
Fournisseurs consultés	SSM, BIAMED, SOTELMED, FMT, TECHNOLOGIES SERVICES
Nombre d'offres reçues	1
Attributaire	CARREFOUR MEDICAL
Montant du marché en TTC	7 887 227 F CFA
Date de notification	11 novembre 2009
<b>Non conformités</b>	<p>La DRP ne précise pas la date limite de dépôt des offres des soumissionnaires.</p> <p>La DRP ne donne pas à chacun des destinataires l'identité des autres soumissionnaires auxquels la présente lettre a été adressée.</p> <p>Le dossier ne comprend pas la lettre de saisine de Carrefour Médical qui est la seule société à avoir déposé une offre.</p> <p>L'offre de Carrefour Médical comprend des articles (4) non demandés dans les lettres de saisine figurant dans le dossier ; le coût desdits articles se chiffre à 1 823 560 F CFA HT.</p>
<b>Recommandations</b>	Les articles non demandés doivent être supprimées de l'offre au moment de l'évaluation.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 10</b> <b>ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE COELEOSCOPIE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	16 octobre 2009
Date de dépôt des offres	non précisé dans le fax
Délai de préparation des offres	Aucun
Fournisseurs consultés	DELTA MEDICAL, SOTELMED, DIMINTER, CARREFOUR MEDICAL, MHO, CERTEC, STE, FERMON LABO
Nombre d'offres reçues	1
Attributaire	STE est la seule société à avoir déposé une offre.
Montant du marché en TTC	1 602 000 F CFA
Date de notification	16 octobre 2009
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 11</b> <b>OPTIQUE HOKINS 0° POUR UROLOGIE</b>	
Date de la télécopie envoyée aux fournisseurs	16 octobre 2009
Date de dépôt des offres	03 novembre 2009
Délai de préparation des offres	18 jours
Fournisseurs consultés	Sotelmed, Diminter, Carrefour Médical, MHO, CERTEC, STE (Science and Technology Engineering et Fermon Labo
Nombre d'offres reçues	1
Attributaire	STE est la seule société à avoir déposé une offre.
Montant du marché en F CFA TTC	1 890 360 F CFA
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 12</b>	
<b>PIECES DE RECHANGE POUR MASTER SCREEN IOS SYSTEME DU CEF</b>	
Date de saisine des fournisseurs	16 Octobre 2009
Date de dépôt des offres	Non précisée
Délai de préparation des offres	-
Fournisseurs consultés	Delta Médical, SOTELMED, Diminter, Carrefour Médical, MHO, Fermon Labo, Certec, STE)
Nombre d'offres reçues	1
Attributaire	STE est la seule société à avoir déposé une offre.
Montant du marché en F CFA TTC	2 247 920 F CFA
<b>Non conformités</b>	Le dossier de passation ne comprend pas le contrat de même que le bon de commande, bon de livraison et les factures.
<b>Recommandations</b>	Veiller à un archivage exhaustif des pièces relatives aux marchés
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 14</b>	
<b>MACHINE A LAVER DE 35 KG A CHAUFFAGE ELECTRIQUE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	26/10/09
Date de dépôt des offres	30/10/09
Délai de préparation des offres	4 jours
Fournisseurs consultés	Sen Froid, ASCI, Société Le Walo Nder Sénégal, Cool Air Froid et Société Hussein Ayad et Cie
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	Hussein Ayad
Montant du marché en F CFA TTC	13 668 317 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Hormis celui de l'attributaire, le montant des offres des autres candidats dépasse le seuil de passation des marchés qui est de 15 000 000 F CFA pour les fournitures. Ceci traduit soit, une mauvaise estimation des couts de la part de l'autorité contractante, soit une collusion.</p> <p>Pas d'accusé de réception des fournisseurs à la réception des lettres de consultation.</p> <p>Aucune spécification technique n'a été donnée à part la capacité de 35 kg à chauffage électrique.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à indiquer de façon précise les spécifications techniques et pièces requises dans le cadre des consultations.</p> <p>Procéder à une bonne estimation des besoins avant de choisir le mode passation approprié.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Concernant la remarque sur l'offre des autres candidats dépassant 15 millions, nous estimons

	<p>que cela dénote d'une méconnaissance du CMP. Dès qu'on parle de DRP, le montant du marché est supposé être inférieur à 15 millions.</p> <p>Pour l'ouverture des plis, la lettre d'invitation fixe la date limite le 29 octobre 2009. Sur le PV de dépouillement en date du 03 novembre 2009, il est mentionné que l'ouverture des offres a eu lieu le vendredi 30 octobre 2009, c'est-à-dire le lendemain de la date limite fixée pour le dépôt des offres.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons bonne note de vos précisions sur la date d'ouverture des plis et retirons notre observation concernant ce point.</p>

<b>DRP N° 19</b>	
<b>TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA CLINIQUE BREVE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	02 Décembre 2009

Date de dépôt des offres	08 Décembre 2009
Délai de préparation des offres	6 jours
Fournisseurs consultés	6
Nombre d'offres reçues	Sen Distribution, IBN, SBCS et Georges Soumah
Attributaire	SEN DISTRIBUTION
Montant du marché en F CFA TTC	9 907 550
<b>Non conformités</b>	<p>L'article 9 du contrat stipule que le titulaire du contrat est tenu de fournir une garantie de bonne exécution destinée à couvrir les réserves à la réception des fournitures ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5% du montant du contrat à la signature de celui-ci</li> <li>- 5 % du montant de chaque acompte</li> </ul> <p>Ceci n'est pas conforme aux dispositions du code des marchés publics du point de vue de la nature des prestations;</p> <p>Il n'est pas logique d'exiger un délai de garantie pour des travaux de réhabilitation.</p> <p>Notons que le délai de préparation des offres est trop court. Les soumissionnaires n'ont eu que 4 jours pour préparer leurs offres comme cela a été le cas pour toutes les consultations auxquelles SEN DISTRIBUTION a participé. C'est le cas de la réhabilitation du Mess des Officiers, des travaux de l'immeuble Claudel, des travaux de peinture de la Pharmacie pour lesquels il est également attributaire. Ceci laisse entrevoir une concurrence biaisée au profit d'un candidat.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des conditions requises pour les garanties</p> <p>Veiller à accorder un délai suffisant pour la présentation des offres et mettre en œuvre de</p>



	manière transparente les procédures d'acquisition.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Concernant le constat sur le délai court entre la date de lancement et la date limite pour le dépôt des offres, nous prenons acte et respecterons ces dispositions pour le futur.</p> <p>DRP attribuée au candidat SEN DISTRIBUTION pour un montant de 9 907 550 FCFA TTC.</p> <p>Sur le contrat, il est bien mentionné que le titulaire fournira une garantie de bonne exécution.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous avons voulu préciser sur le point relatif à la garantie de bonne exécution qu'elle n'était pas requise pour ce type de travaux (réhabilitation) et pour les montants inférieurs à 35 000 000 F CFA (travaux).</p>

<b>DRP N° 21</b>	
<b>PEINTURE BATIMENT PREPARATOIRE DE LA PHARMACIE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	10 décembre2009
Date de dépôt des offres	15 décembre2009
Délai de préparation des offres	5 jours
Fournisseurs consultés	Sen Distribution, SBCS, Sénégal Négoces International F TTC et Georges Soumah Ese Bât.
Nombre d'offres reçues	4
Attributaire	Sen Distribution
Montant du marché en F CFA TTC	3 886 920 F CFA
<b>Non conformités</b>	Notons que le délai de préparation des offres est trop court. Les soumissionnaires n'ont eu que 4 jours pour préparer leur offres et on remarque que seul SEN DISTRIBUTION est conforme comme cela a été le cas pour la plupart des consultations auxquelles SEN DISTRIBUTION a participé. C'est le cas de la réhabilitation du Mess des Officier, de la réhabilitation de la clinique Brévié, des travaux de l'immeuble Claudel pour lesquels il est également attributaire. Ceci laisse entrevoir une concurrence biaisée au profit d'un candidat.
<b>Recommandations</b>	Veiller à accorder un délai suffisant pour la présentation des offres et mettre en œuvre de manière transparente les procédures d'acquisition.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Concernant le constat sur le délai court entre la date de lancement et la date limite pour le dépôt des offres, nous prenons acte et respecterons ces dispositions pour le futur.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Dont acte

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Fabrication de carte de patients	Achat de Gaines pelables (fournitures de stérilisation).
Attributaires	PAPIMEX	GEXFIX AFRICA
Montants TTC en F CFA	2 500 000	2 592 700
Non conformités	Achat sur facture sans consultation de cinq fournisseurs	<p>Le paiement de cette prestation a été effectué sur la base d'une facture pro forma datée du 14 janvier 2009 certifiée le 21 janvier 2009. Le bon de commande N° 126 a été établi le 14 janvier, la demande de paiement au comptant faite le 14 janvier 2009, la fiche de liquidation N° 96 le 28 janvier 2009 signée par l'adjoint au chef des services financiers, l'ordre de virement le 16 février 2009.</p> <p>Le PV de réception de réception n'est pas dans la liasse; Pas de consultation de cinq fournisseurs</p> <p>De manière générale, nous avons noté que les fournitures de stérilisation, les fournitures de laboratoire, les imprimés donnent lieu à l'établissement de DRP qui en cumul dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres. Même s'il est difficile de déterminer de manière précise les volumes à commander en cours d'exercice et les périodes, il n'en demeure pas moins que l'observation des tendances de consommations sur plusieurs exercices permet de déterminer des moyennes pouvant conduire à passer des marchés de commande ou de clientèle.</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition notamment en faisant appel à la concurrence.	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Achat de sachets simples pelables (fournitures de stérilisation)	Achat 5 ampoules ACUPAN INJECTABLE.
Attributaires	SMD	BIOCODEX
Montants TTC en F CFA	2 892 000	2 607 429
Non conformités	Achat sur facture sans consultation de cinq fournisseurs	<p>Bon de commande N° 125 du 14 janvier 2009.</p> <p>Demande de paiement au comptant du 14 janvier 2009</p> <p>Facture du 14 janvier 2009 enregistrée en courrier arrivée le 15 janvier 2009, certifiée le 22 janvier 2009</p> <p>Mandat de paiement du 28 janvier 2009,</p> <p>Ordre de virement du 18 mars 2009.</p> <p>Pas de Bordereau de Livraison, pas de fiche de réception.</p> <p>Pas de procédure concurrentielle pour le choix du fournisseur.</p> <p>.</p>
Recommandations	<p>Même si le montant de l'achat rentre dans les cas dispensés de forme écrite, il faut avoir consulté selon les formes que la PRM choisit, au moins cinq fournisseurs avant d'en choisir un. La dispense de forme écrite concerne essentiellement la publicité de la consultation.</p>	

<b>DESCRIPTION</b>	<b>OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE</b>	
	Travaux de peinture des façades et de l'entrée de la banque se sang	Contrat d'assistance, de maintenance et de télémaintenance sur le logiciel CTS Serveur
<b>Attributaires</b>	<b>Sénégalaise du Bâtiment et Sécurité (SBS)</b>	<b>INLOG INTERNATIONAL</b>
<b>Montants TTC en F CFA</b>	3 502 742	9 408 411
<b>Non conformités</b>	Bon de commande du 26 février 2009, Fiche de travail certifiée le 6 mars 2009 ; Facture du 4 mars certifiée par le chef du service matériel. Pas de consultation de fournisseurs préalablement à la sélection du prestataire. L'urgence a été invoquée pour justifier cette commande directe puisqu'il fallait être prêt pour l'inauguration du SUSI.	Reconduction du contrat antérieur assimilable à une entente directe non autorisée.
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition notamment en faisant appel à la concurrence.	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Travaux de maintenance du téléphone novembre, décembre 2008).	Achat de 15 000 liasses d'urgence
Attributaires	LES SPECIALISTES DES TELECOMS	PAPIMEX
Montants TTC en F CFA	1 534 000	2 920 500
Non conformités	Un bon de commande de régularisation a été émis le 20 janvier 2009 alors que la fiche d'intervention indique que les travaux sur les installations téléphoniques couvrent les mois de novembre et décembre 2008. La pratique de la régularisation de commandes déjà exécutée n'est pas conforme aux dispositions de l'article 44 du COA.	<p>Bon de commande N° 886 du 1<sup>er</sup> avril 2009, Trois bordereaux de livraison ont été émis : BL N° 559 du 17 avril (1000 Liasses), BL N° 560 du 30 avril (1000 Liasses), BL N° 561 du 4 mai (13 000 Liasses).</p> <p>La fiche de réception N° 9324 établie le 1<sup>er</sup> avril 2009 fait référence au BL N° 851 du 4 mai 2009 (comment peut-on réceptionner en avril une livraison de mai ?)</p> <p>La fiche de réception N° 8570 établie le 1<sup>er</sup> avril 2009 fait référence au BL N° 559 du 17 avril 2009 (comment peut-on réceptionner le 1<sup>er</sup> avril une livraison du 17 avril 2009 ?)</p> <p>La fiche de réception N° 9323 établie le 1<sup>er</sup> avril 2009 fait référence au BL N° 560 du 30 avril 2009 (comment peut-on réceptionner le 1<sup>er</sup> avril une livraison du 17 avril 2009 ?)</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition notamment en faisant appel à la concurrence.	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Achat de peinture	Achat de fournitures pour laboratoire
Attributaires	LES SERVICES DU BATIMENT	SSM
Montants TTC en F CFA	1 524 660	15 869 502
Non conformités	<p>BC N° 191 du 21 janvier 2009  Bordereau de livraison N° 156 du 7 janvier 2009  Fiche de réception N° 6006 du 7 janvier 2009  Facture du 7 janvier 2009  Fiche de liquidation N° 155 du 2 février 2009  Mandat de paiement émis le 2 février 2009  Il n'y a pas eu de consultation pour sélectionner le prestataire et le Bon de Commande a été établi postérieurement à la livraison ; c'est une opération de régularisation de commandes déjà exécutées contraire aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration</p>	<p>Deux paiements successifs de 3 970 190 F CFA et 10 239 430 F CFA ont été effectués sur une commande de 15 869 502 F CFA qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres. Il s'agit d'une entorse à l'article 53 du CMP qui fixe les seuils de passation des marchés (BC N° 242 du 23 janvier 2009 pour 15 869 502 F CFA BL N° 090111 du 2 avril 2009).</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition notamment en faisant appel à la concurrence.	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Achat de consommables de stérilisation stericlin	Achat de 150 Carnets de fiches de réception
Attributaires	MHO	PAPIMEX
Montants TTC en F CFA	3 286 500	1 150 500
Non conformités	<p>BC N° 65 du 9 janvier 2009 Facture du 13 février 2009 certifiée par le pharmacien en chef.</p> <p>Cet achat a été effectué sans consultation de cinq fournisseurs (entorse aux principes de transparence des procédures de sélection). Par ailleurs, la liasse comptable ne comprend pas de bordereau de livraison du fournisseur ni de bon de réception établi par les services de l'hôpital pour attester de l'effectivité de la livraison qui doit déclencher la mise en règlement (assurance que l'exécution physique est conforme à l'exécution financière).</p> <p>Nous notons de manière générale, une démultiplication des achats de consommables de stérilisation et de fournitures pour laboratoire qui au cumul dépassent les seuils de passation des marchés par appel d'offres.</p>	<p>BC N°13 du 5 janvier 2009, BL N° 558 du 16 janvier 2009 (date surchargée) Fiche de réception N° 6030 du 16 janvier 2009 ; Facture du 19 janvier 2009 certifiée le 26 janvier 2009 par le chef du service matériel.</p> <p>Cet achat a été effectué sans consultation de cinq fournisseurs (entorse aux principes de transparence des procédures de sélection). La dispense de la forme écrite pour les achats de fournitures de montants inférieurs à 3 000 000 F CFA n'en dispense pas moins de consulter cinq fournisseurs dans des formes qui demeurent à la discrétion de l'autorité contractante. Par ailleurs, nous avons noté une récurrence de commandes d'imprimés à ce fournisseur qui pourraient être regroupées et donner lieu à la passation d'un marché par appel d'offres.</p>
Recommandations	<p>Au regard des besoins récurrents et urgents des utilisateurs qui sont par ailleurs difficilement quantifiables en début d'exercice, il serait souhaitable de prévoir dans le plan de passation des marchés, un ou plusieurs marchés de clientèle à conclure à la suite d'un appel à la concurrence. Ce procédé permettrait de pourvoir les utilisateurs en produits et en temps opportun dans des conditions d'approvisionnement qui respectent les règles édictées par le CMP.</p>	<p>La dispense de la forme écrite pour les achats de fournitures de montants inférieurs à 3 000 000 F CFA n'en dispense pas moins de consulter cinq fournisseurs dans des formes qui demeurent à la discrétion de l'autorité contractante.</p>



DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE
	Couverture d'assurance multi – risques
Attributaires	<b>GRAS SAVOYE (COURTIER EN ASSURANCES)</b>
N° Marché	Aucun
Montants TTC en F CFA	Responsabilité Civile 8 855 000 Global Dommage 14 555 593 Flotte automobile 9 359 634
Non conformités	<p>La relation avec le courtier GRAS SAVOYE peut être analysée comme une maîtrise d'ouvrage déléguée non formalisée.</p> <p>Une Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée aurait dû être signée entre le Courtier et l'hôpital.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) aurait dû être sélectionné suite à une Demande de Manifestation d'Intérêt à la suite de laquelle une liste restreinte dûment approuvée est dressée et une Demande de Propositions de primes adressée aux Sociétés de Courtage en Assurance retenues. La sélection de la Compagnie d'Assurances aurait dû donner lieu à un Appel d'Offres piloté par le Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) dans les conditions du CMP puisque ledit MOD, bien que personne morale de droit privé, est astreint aux mêmes obligations que son mandant qui est une personne morale de droit public soumise au CMP.</p> <p>L'examen du mémorandum préparé par Gras Savoye révèle une mauvaise exploitation des propositions de primes puisque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la Globale Dommages, Askia qui a été retenu propose une prime de 12 654 864 F CFA contre 8 069 095 F CFA pour les AGF, 7 615 635 F CFA pour AMSA et 4 393 493 F CFA pour NSIA.</li> <li>- pour la Responsabilité Civile, Askia qui a été retenu propose une prime de 8 000 000 F CFA contre 5 522 000 F CFA pour les AGF, 11 011 000 F CFA pour AMSA et 1 181 400 F CFA pour NSIA.</li> <li>- pour la Flotte Automobile, Askia qui a été retenu propose une prime de 9 464 388 F CFA contre 11 342 908 F CFA pour les AGF, 10 464 625 F CFA pour AMSA et 11 235 959 F CFA pour NSIA.</li> </ul>

	<div>-</div> <table><tr><th>Compagnies d'assurance</th><th>Globale Dommages GD</th><th>Responsabilité Civile RC</th><th>Flotte Automobile</th><th>Total</th></tr><tr><td>ASKIA</td><td>12 654 864</td><td>8 000 000</td><td>9 464 388</td><td><b>30 119 252</b></td></tr><tr><td>AGF</td><td>8 069 095</td><td>5 522 000</td><td>11 342 908</td><td><b>24 934 003</b></td></tr><tr><td>AMSA</td><td>7 615 635</td><td>11 011 000</td><td>10 464 625</td><td><b>29 091 260</b></td></tr><tr><td>NSIA</td><td>4 393 493</td><td>1 181 400</td><td>11 235 959</td><td><b>16 810 852</b></td></tr></table> <p>Les montants figurant dans ce tableau sont tirés du mémorandum préparé par le Courtier et sont déterminés hors taxes.</p> <p>Les montants TTC effectivement payés à Gras Savoye se chiffrent à 14 555 593 F CFA pour la Globale Dommages, 8 855 000 F CFA pour la Responsabilité Civile et 9 359 634 F CFA pour la flotte automobile.</p> <p>La disparité des primes proposées par les compagnies pour la Globale Dommages et pour la Responsabilité Civile dénote un manque de précision dans la définition des risques à couvrir et des capitaux garantis.</p> <p>S'y ajoute le fait que la Compagnie retenue a fait la proposition de prime la plus élevée alors qu'il n'a pas été établi que les offres des autres soumissionnaires ne sont pas conformes à ladite demande de propositions de prime.</p>	Compagnies d'assurance	Globale Dommages GD	Responsabilité Civile RC	Flotte Automobile	Total	ASKIA	12 654 864	8 000 000	9 464 388	<b>30 119 252</b>	AGF	8 069 095	5 522 000	11 342 908	<b>24 934 003</b>	AMSA	7 615 635	11 011 000	10 464 625	<b>29 091 260</b>	NSIA	4 393 493	1 181 400	11 235 959	<b>16 810 852</b>
Compagnies d'assurance	Globale Dommages GD	Responsabilité Civile RC	Flotte Automobile	Total																						
ASKIA	12 654 864	8 000 000	9 464 388	<b>30 119 252</b>																						
AGF	8 069 095	5 522 000	11 342 908	<b>24 934 003</b>																						
AMSA	7 615 635	11 011 000	10 464 625	<b>29 091 260</b>																						
NSIA	4 393 493	1 181 400	11 235 959	<b>16 810 852</b>																						
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions du CMP en matière d'acquisition notamment en faisant appel à la concurrence.</p>																									

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Directeur Général**  
**de l'Hôpital Principal de Dakar**  
**(HPD)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye**  
**Associé**  
**B. S. C.**

Business System Consulting Group  
12 Rue du Docteur THEZE  
Tél 821 41 72 - Fax: 822 95 03  
BP. 11616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn

23 FEV. 2011

*Médecin - Colonel Boubacar WADE*  
*Professeur Agrégé du Val-de Grâce*  
*Médecin Chef de*  
*l'Hôpital Principal de Dakar*

## **ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



LLS

N° 559 /HPD/SAGF/CM

Dakar, le 02 MARS 2011

Tel : 33 839 50 50  
Fax : 33 839 50 88  
B P : 3006 DAKAR

Le Médecin Colonel Boubacar WADE  
Professeur Agrégé du Val de Grâce  
Médecin Chef de l'Hôpital Principal

A

Monsieur le Directeur du Cabinet Business  
System Group (BSC) -  
12 rue du docteur Thèze  
Tel : 33 821 41 72 - fax : 33 822 95 03  
BP : 11 616 Dakar

**Objet :** Commentaires sur le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la Gestion 2009.

**Référence :** Votre lettre en date du 15 février 2011

**Pièce jointe :** une annexe

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie d'avoir bien voulu nous envoyer le rapport provisoire sur l'exécution des marchés publics de l'année 2009.

Je vous joins en annexe nos commentaires.

Je vous prie de croire Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.





Commentaires sur le Rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la  
conformité de la passation des marchés des autorités contractantes  
au titre de la gestion 2009.

Non-conformité sur les Marchés :

1- Pour les 8 lots :

L'absence de lettre de soumission par les candidats DIAHANOR et STE a été mentionnée dans le PV d'ouverture et des correspondances ont été adressées à la DCMP pour un avis. La DCMP par la lettre n° 5169/MEF/DCMP/emf du 07/12/2009 précise que : « l'oubli du montant dans la lettre de soumission devrait pouvoir être comblé par les bordereaux de fournitures et services connexes ».

2- Pour les 3 lots :

Pour le lot 1 relatif à la fourniture de 5 moniteurs de surveillance multiparamétriques, le candidat DIMINTER dont l'offre est de 19 853 850 n'est pas attributaire. C'est le candidat AFSI qui est attributaire pour un montant de 5 200 000 FCFA HTHD.

La fourniture des pièces administratives manquantes à l'ouverture des plis est mentionnée sur le rapport d'évaluation des offres et sur le PV d'attribution provisoire (cf pièces jointes).

Par rapport à la non fourniture d'une lettre de soumission par les candidats DIMINTER et CARREFOUR MEDICAL, cette observation est mentionnée dans le PV d'ouverture des plis et dans le rapport de présentation du rapport d'évaluation des offres. L'avis de la DCMP a été sollicité suivant la lettre n° 379/HPD/SMT/CM du 11 mars 2010. La DCMP par la lettre n° 1193/MEF/DCMP du 23 mars 2010 a suggéré à la commission des marchés de l'Hôpital Principal de Dakar de reprendre l'évaluation des offres en comparant les déclarations de soumission par rapport au format type de la lettre de soumission et de voir s'il n'y a pas de déviations majeures. Après comparaison des déclarations de soumission, la commission des marchés a jugé qu'il n'y a pas de déviations majeures par rapport au format type de la lettre de soumission pour ces candidats.

3- Pour le Scanner 64 coupes:

Le marché de l'année 2009 a été attribué au candidat CERTEC pour un montant de : 783 992 355 FCFA TTC. Après recours d'un des candidats, l'ARMP a ordonné la relance suivant la décision n° 097/09/ARMP/CRD du 18 novembre 2009 (copie décision jointe).

Le marché relancé a été attribué à Carrefour Médical pour un montant de 597 millions FCFA TTC.

Pour le marché 2009, on a pu constater l'existence de l'IC 11.1(g) des DPAO qui stipule que l'AMM doit être jointe à l'offre alors que l'IC 5.1 du même DPAO permet de le fournir avant la livraison, pouvant être justifiés de contradictoires. Cette clause est une des causes de la relance du marché 2009 par l'ARMP.

4- Pour la réhabilitation de la Maternité :

Un avis d'appel d'offres est publié dans le quotidien le Soleil n° 11 746 des samedi 25 et dimanche 26 juillet 2009. Dans cet avis de publication, l'ouverture des plis est prévue le **03 septembre 2009** à 10h30mn soit **38 jours** à compter de la date de publication.

Un avis de report de l'ouverture des plis est publié dans le Soleil n° 11 774 du vendredi 28 août 2010. Cet avis fixe la nouvelle date d'ouverture des plis au jeudi **24 septembre 2009**.



Un autre avis de report est publié au soleil n° 11 793 des samedi 19, dimanche 20 et lundi 21 septembre 2009. Cet avis fixe la nouvelle date d'ouverture à une date ultérieure qui sera notifiée par voie de presse.

Un avis est publié dans le soleil n° 11 832 du jeudi 05 novembre 2009 qui fixe la date d'ouverture des plis au jeudi 19 novembre 2009.

**NB :** rappeler que durant toute la période allant de la publication du premier avis (26 juillet 2009) jusqu'au dernier (19 novembre 2009) il n'y a pas eu de modification du DAO. Les candidats ont eu suffisamment de temps pour préparer leurs soumissions (**soit 116 jours**).

Le marché a été classé sans suite après autorisation de la DCMP par la lettre n° 1189/MEF/DCMP/8 du 22 mars 2010 parce que le montant de la seule offre conforme reçue (831 581 484 FCFA TTC) dépasse largement le budget prévu (600 000 000 FCFA TTC) même avec une réduction de 15% des travaux.

**5- Cadeaux de nouvel an :**

Le marché a été dispensé de garantie de soumission parce que le montant estimatif est en deçà des seuils requis par le code des marchés publics (30 millions).

**Pour les DRP :**

1- **DRP R éhabilitation du mess des officiers :**  
C'est le candidat SBCS qui est attributaire pour un montant de 23 660 162 FCFA TTC au lieu du candidat SEN DISTRIBUTION qui a proposé 24 957 553 TTC.

2- **DRP Réhabilitation Clinique Brevié et peinture Bâtiment Pharmacie :**

Concernant le constat sur le délai court entre la date de lancement et la date limite pour le dépôt des offres, nous prenons acte et respecterons ces dispositions pour le futur.

3- **DRP 2 él ectrocardiographes à 3 pistes pour le SAU :**  
Nous n'étions pas au fait des dispositions du CMP qui demandent de renseigner les candidats sur le nombre de concurrents potentiels.

4- **DRP machine à laver de 35 kg :**

Concernant la remarque sur l'offre des autres candidats dépassent les 15 millions, nous estimons que cela dénote une méconnaissance du CMP. Dès qu'on parle de DRP, le montant du marché est supposé être inférieur à 15 millions.

Pour l'ouverture des plis, la lettre d'invitation fixe la date limite le 29 octobre 2009. Sur le PV de dépouillement en date du 03 novembre 2009, il est mentionné que l'ouverture des offres a eu lieu le vendredi 30 octobre 2009, c'est-à-dire le lendemain de la date limite fixée pour le dépôt des offres.

7- **DRP réhabilitation Clinique Brevié :**

DRP attribué au candidat SEN DISTRIBUTION pour un montant de 9 907 550 FCFA TTC. Sur le contrat, il est bien mentionné que le titulaire fournira une garantie de bonne exécution. Pour le délai de préparation des offres qui est court, nous prenons acte des recommandations pour le futur.